

**Plan « aisance aquatique », petits déjeuners gratuits, cantine à moins d'un euro, ...
L'affichage de bonnes intentions ne fait pas une politique éducative réussie !**

Le gouvernement multiplie ces dernières semaines les annonces concernant l'école : plan pour pratiquer la natation dès la maternelle, petits-déjeuners gratuits dans les écoles, cantine à moins d'un euro, ... Sur ces trois exemples, aucune concertation avec les collectivités n'a été organisée. Cette concertation aurait pourtant permis de constater que :

- De nombreuses communes organisent déjà des créneaux de natation pour les maternelles et que celles qui ne le font pas sont contraintes par un manque d'équipements que ne rattraperont pas les 15 millions d'euros prévus par le plan (équivalent au coût d'à peine deux piscines).
- La plupart disposent déjà de tarifs sociaux inférieurs à un euro pour la restauration scolaire, mais seules celles qui ne le font pas seraient éventuellement compensées !
- Certaines organisent des petits-déjeuners mais les enfants qui en auraient le plus besoin ne fréquentent pas nécessairement l'accueil périscolaire du matin.

Le Réseau Français des Villes Éducatrices rappelle que les communes sont des partenaires et non des prestataires de l'État. Au terme de l'article 72 de la Constitution, « Les collectivités territoriales ont vocation à prendre les décisions pour l'ensemble des compétences qui peuvent le mieux être mises en œuvre à leur échelon. [...] Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. »

En plein débat sur la loi sur l'Ecole de la confiance qui inquiète l'ensemble de la communauté éducative, il est urgent d'accorder de la considération aux acteurs de terrain. Le gouvernement ne peut pas d'un côté limiter les dépenses des collectivités (via la contractualisation budgétaire) et d'un autre côté leur confier par voie de presse des missions nouvelles. Si les objectifs affichés sont partagés, une mise en œuvre incantatoire peut s'avérer contre-productive. L'affichage de bonnes intentions ne fait pas une politique éducative réussie.

Le Réseau Français des Villes Éducatrices reste disponible pour travailler avec le Gouvernement à la réussite d'une politique éducative territoriale concertée.